

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Honduras-Lobo-lance-un-mandat-d-arret-international-contre-Zelaya>

# **Honduras : Lobo lance un mandat d'arrêt international contre Zelaya**

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 1er mars 2010

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

[Leer en español](#)

Cela va faire un mois tout juste que Zelaya, l'ex-président renversé par le putsch de juin dernier, est parti en exil en République Dominicaine. Lobo le nouveau président lui avait proposé ce deal : soit il restait et serait arrêté, soit il devait s'exiler. En signe d'apaisement, car une grande partie de la population soutien Zelaya, ce dernier avait opté pour l'exil et est parti du Honduras le 27 janvier dernier lors de la cérémonie d'investiture du nouveau président. (à noter qu'il y avait beaucoup plus de monde pour saluer le départ de Zelaya que pour l'intronisation de Lobo)

Mais c'est sans compter la félonie des oligarques honduriens qui non content d'avoir renversé un président qui menait des actions sociales se dédient maintenant de leur parole en ayant émis un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'ex-président et de cinq membres de son équipe gouvernementale.

L'ex-président hondurien a assuré que tandis qu'on l'accuse lui et une partie de son équipe, les co-auteurs du coup d'État sont toujours à leur poste. il accuse Porfirio Lobo, l'actuel président, de vengeance personnelle et relancer une poursuite politique à son encontre. Zelaya a lancé un appel à la communauté internationale et spécialement aux pays latino-américains à être solidaires du peuple hondurien qui lutte pour la restauration de la démocratie.

L'ex-président du Honduras, Manuel Zelaya, a qualifié ce jeudi "de représailles erronées" et "de fausse accusation" la demande formelle publiée par le Ministère Public hondurien pour avoir lancé contre lui et quatre membres de son équipe gouvernementale un mandat d'arrêt international pour des actes supposés de corruption.

"Alors que les coauteurs du coup d'État continuent à être à leur poste (comme) le procureur général (Luis Rubí), les magistrats de la Cour Suprême et même l'état-major militaire, qui ont manipulé les lois et la justice, ils lancent un mandat d'arrêt contre mes actions", affirme Zelaya au travers d'un communiqué émis depuis la République Dominicaine, où il est exilé depuis le 27 janvier dernier.

L'ex-président a indiqué que "ces actes sont des représailles équivoques en réponse aux positions des États latino-américains au sommet (de Río qui s'est déroulé au Mexique), qui ont refusé la participation du gouvernement de (Porfirio) Lobo".

Il a accusé Lobo "de vengeance personnelle et de relancer la poursuite politique contre ma personne, en oubliant la réconciliation nationale" à laquelle il s'est engagé devant la communauté internationale pour calmer la crise politique hondurienne qui dure depuis le 28 juin 2009, jour du coup d'État militaire contre Zelaya.

Le leader hondurien a souligné que "en exil et face aux injures, calomnies, fausses accusations et accusations tendancieuses, aujourd'hui les mêmes auteurs du coup lancent une action de poursuite politique clairement orientée contre moi et mes actions", il fait donc appel à toutes les nations d'Amérique Latine afin de "rester vigilant et d'appuyer les honduriens dans leur lutte afin de restaurer la démocratie".

Jusqu'à présent l'actuel président hondurien, élu lors d'élections controversées, ne s'est pas prononcé sur ce sujet, ses porte-parole ont officieusement assuré qu'il donnerait d'ici peu une position officielle.

Zelaya a été accusé, aux côtés de quatre ex-fonctionnaires de son gouvernement, pour des délits liés à des actes de corruption.

## Honduras : Lobo lance un mandat d'arrêt international contre Zelaya

---

Le Ministère Public contre la Corruption présume que Zelaya et l'ex-Ministre de la Présidence, Enrique Flores Lanza, ont falsifié plusieurs documents publics, et qu'ils sont présumés coupables de délits d'abus d'autorité et de fraude.

Bien que Zelaya ait été accusé d'abus d'autorité, le 19 février dernier par un tribunal d'appel spécial formé de trois magistrats de la Cour Suprême de Justice (CSJ) du Honduras, cette dernière a d'une manière définitive acquitter les militaires accusés de l'avoir emmené par la force des armes, lorsque le putsch a été exécuté contre son gouvernement.

Les autres membres du cabinet de Zelaya qui ont été accusés sont Cardigan Patricia Santos, ex-Ministre des Finances et José Antonio Borjas Massis, ex-Vice-Ministre des Finances pour être soupçonnés de délits d'abus d'autorité et de complicité de fraude. Le Ministère public accuse aussi César Arnulfo Salgado, ex-Directeur du Fonds Hondurien d'Investissement Social (FHIS) pour des faits similaires.

La requête judiciaire demande le lancement d'un mandat d'arrêt national et international, avec surveillance des frontières, contre les cinq accusés, a indiqué Leonardo Orellana, le Procureur Anti-corruption qui a démarré la procédure.

Jusqu'à ce jour Roberto Micheletti, ex-président de facto du Honduras, n'a pas été jugé pour avoir organisé un coup d'État militaire contre Zelaya, ni pour les innombrables plaintes de corruption et de malversation durant sa gestion du pouvoir.

Les représentants de la justice n'ont pas pris en considération la plainte déposées par des dirigeants de 90 communautés de la zone sud du Honduras qui ont exigé l'abrogation du décret adopté sous le régime de facto qui porte sur la concession de la centrale hydroélectrique José Cecilio de la Valle à une entreprise italienne, décret qui si il n'est pas annulé par le Congrès National concernera la fourniture en eau potable d'environ 120 000 habitants.

De plus, il y a les centaines de victimes des violations des droits de l'homme et qui ont souffert de la répression militaire durant le gouvernement de facto de Micheletti.

[TeleSur](#) . 25 février 2010.

Traduction : [Primitivi](#)